



Tous dans l'action

Le 8 OCTOBRE 2015

SALAIRES- EMPLOIS- PROTECTION SOCIALE- SERVICES PUBLICS



La croissance nulle annoncée en août contredit sérieusement le discours gouvernemental. La reprise économique n'est pas au rendez-vous. Au deuxième trimestre de l'année 2015, l'investissement des entreprises a ralenti, la production a stagné, l'emploi précaire a progressé, le pouvoir d'achat a diminué.

Par contre, les groupes du CAC40 ont vu leurs bénéfices augmenter de manière spectaculaire, profitant d'une politique fiscale bienveillante et d'exonérations de cotisations sociales. Celles-ci cumulées aux crédits d'impôts et aux aides publiques sont passées de 4 % en 1990 à plus de 28 % aujourd'hui!

Ainsi 6 milliards d'euros du Crédit Impôt Recherche (CIR) sont détournés par les grandes entreprises pour éviter de payer des impôts en France. Ce dispositif non contrôlé ne permet pas la création d'emploi de chercheurs. De même, la manne du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a explosé de 50 % en un an. C'est 20 milliards d'Euros d'argent publics versés sans aucune contreparties dont 211 millions aux banques.

Oui, de l'argent il y en a qui devrait servir à relancer l'économie, investir pour l'avenir, augmenter les salaires et les pensions, créer des emplois pour combattre le chômage et améliorer les conditions de travail. La CGT porte ces exigences dans les entreprises et dans le pays, appelle les salariés à agir. Les luttes victorieuses comme sur les salaires, (Castmétal à Feurs ou sur l'emploi comme à C2FT montrent qu'il est possible d'obtenir satisfaction à nos revendications. C'est le coût du capital qui est le véritable problème!

Ne laissons pas mettre en œuvre la réforme territoriale sans intervenir. Le vote de la loi NOTRe va entraîner un nouveau découpage du département avec des regroupements de communes, d'intercommunalité non sans incidences sur l'emploi et le service aux populations.

La Loi santé toujours en débat va conforter les regroupements d'hôpitaux avec là encore des fermetures de services et des suppressions d'emplois hospitaliers.

Comme souvent à cette période, l'été a été propice pour le gouvernement, à la grande satisfaction du MEDEF, aux votes de loi régressive pour le monde du travail entraînant des reculs sociaux importants:

- La loi Macron et sa logique de démantèlement du droit du travail avec l'extension du travail du dimanche et de nuit, ainsi que celle de libéralisation économique dont le transport par autocar

- La loi Rebsamen sur le dialogue social adoptée en juillet s'attaque au droit syndical et aux instances représentatives du personnel pour en limiter la portée, diminuer les droits et le nombre d'élus, mais aussi aux négociations sur les salaires ou l'égalité femmes/hommes pourraient se faire tous les 3 ans au lieu d'un an. La fusion des instances représentatives, la fragilisation du CHSCT, sous prétexte de simplification, vont à l'encontre de l'amélioration des conditions de travail et sa nécessaire transformation.

*LE 8 octobre 2015, ENSEMBLE DANS L'ACTION, AVEC
LA CGT, la FSU et Solidaire CONTRE L'AUSTERITE !*

Les négociations entamées avant l'été entre le MEDEF et les organisations syndicales sur les retraites complémentaire AGIRC ARRCO n'ont pas abouti à un accord. Face à la pression du patronat pour la fusion des 2 caisses, l'instauration d'une décote à partir de 62 ans, une nouvelle baisse du niveau des pensions, il est fondamental de poursuivre la mobilisation. La prochaine négociation est prévue le 16 octobre. L'enjeu est celui d'empêcher les reculs, d'augmenter les ressources pour financer un haut niveau de retraite. Le risque est grand que ces reculs entérinés pour les retraites complémentaires ne soient ensuite utilisés pour tirer vers le bas le régime général et les régimes particuliers.

Les retraites complémentaires AGIRC et ARRCO représentent entre 25 et 56 % de la retraite des salariés du privé. Toutes les catégories professionnelles seraient perdantes.

Augmenter les salaires, faire baisser le chômage ou mettre les revenus financiers à contribution permettrait de financer les retraites.

La CGT va continuer à informer les salariés sur cette question et faire signer sa pétition pour une mobilisation plus large nécessaire !

► **Augmenter les salaires, c'est bon pour l'économie** (augmentation de la consommation) et **bon pour la sécurité sociale** (1 euro de plus de l'heure dans le privé et 8% d'augmentation du point d'indice dans le public : ce sont 15 milliards de plus pour la Sécu).

► **L'emploi est une préoccupation majeure des salariés de notre pays.** Le gouvernement verse des aides publiques aux entreprises privées, il doit bloquer les licenciements, les délocalisations, les fermetures d'entreprises, y compris en nationalisant !

► **Le retour à la retraite à 60 ans** à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser, entre autres, l'embauche en CDI des jeunes.

► **Les services publics doivent être préservés et renforcés.** Ils sont indispensables pour garantir l'égalité des droits des citoyens et le développement économique sur tout le territoire.

**PAIX, LIBERTES, EMPLOI, SALAIRES,
RETRAITES, SERVICES PUBLICS, PROTECTION SOCIALE**

ST ETIENNE : RASSEMBLEMENT - 15H30 - Bourse du travail

MANIFESTATION JUSQU'À LA PREFECTURE

Avec retour à la Bourse du travail

GRAND MEETING A 17h00

AVEC LA PARTICIPATION DE PHILIPPE MARTINEZ

SECRETAIRE GENERAL DE LA CGT

ROANNE : RASSEMBLEMENT - 10H00 - Place de la Loire